

I. WEYKMANS,
De Minister van Cultuur en Sport,
Werkgelegenheid en Media
L. KLINKENBERG
De Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek

Nota

(1) Zitting 2023-2024

Parlementaire stukken: 359 (2023-2024) Nr. 1 Voorstel van decreet
359 (2023-2024) Nr. 2 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering
Integraal verslag: 22 april 2024 - Nr. 72 Bespreking en stemming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203222]

10 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages de services médico-techniques lourds en hôpital

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages de services médico-techniques lourds en hôpital, les articles 6, 12, et 18;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages de services médico-techniques lourds en hôpital;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 janvier 2024;

Vu le rapport du 20 janvier 2024 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel, donné le 13 février 2024;

Vu l'avis du Comité de branche « Santé » de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles, donné le 19 février 2024;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 29 mars 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.028/4;

Vu la décision de la section de législation du 2 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} janvier 2024 en raison de l'impact positif sur les finances des hôpitaux;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement du 20 juillet 2017 portant exécution du décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages de services médico-techniques lourds en hôpital, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2022, sont insérés les 7^o/1 à 7^o/4 rédigés comme suit :

« 7^o/1 le gestionnaire : le gestionnaire tel que visé à l'article 8, 1^o, de la loi sur les hôpitaux;

7^o/2 le demandeur : l'hôpital visé au 7^o;

7^o/3 le maître d'ouvrage : l'hôpital ou, à défaut, l'entité qui commande et finance un projet et qui dispose d'un droit réel ou d'un droit de jouissance sur le terrain sur lequel le projet sera implanté et de la pleine propriété ou d'un droit réel sur ledit projet;

7^o/4 les droits résiduels de propriété : le pouvoir résiduel dont jouit le propriétaire d'un bien immobilier sur celui-ci, lorsque ce bien immobilier est grevé d'un droit réel au profit d'un tiers; ».

Art. 3. A l'article 14, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2^o, les mots « l'hôpital et, le cas échéant, » sont insérés entre les mots « au terme de laquelle » et les mots « le maître d'ouvrage »;

b) il est inséré le 4^o/1 rédigé comme suit :

« 4^o/1 pour chaque programme d'investissement, un rapport qui confirme que les conditions visées à l'article 18, alinéa 2, 2^o et 2^o/1, sont remplies au plus tard lors de la demande d'accord visé à l'article 18 auquel sont jointes, lorsque le maître d'ouvrage est une personne différente de l'hôpital, les annexes suivantes :

a) les statuts coordonnés des entités concernées;

- b) la composition de leurs différents organes;
- c) les projets d'actes ou les actes relatifs aux actifs immobiliers concernés;
- d) les conventions conclues entre les entités concernées, en particulier concernant la maîtrise d'ouvrage;
- e) les comptes annuels des entités concernées des trois dernières années;
- f) la liste et les modes de passation des marchés publics passés ou à passer par les entités concernées; »;
- g) le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° un plan financier qui détaille le nombre de mètres carrés que l'hôpital demande à introduire dans le plan par site hospitalier, et la manière dont le maître d'ouvrage assume sa contribution financière au projet sur le long terme; ».

Art. 4. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5°, les mots « et, le cas échéant, du maître d'ouvrage » sont insérés entre les mots « la capacité de l'hôpital » et les mots « à assurer les travaux »;

b) au 6°, les mots « et, le cas échéant, du maître d'ouvrage » sont insérés entre les mots « la capacité de l'hôpital » et les mots « à assumer le coût ».

Art. 5. A l'article 18 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "Le maître de l'ouvrage" sont remplacés par les mots "L'hôpital";

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° la preuve que l'hôpital, ou le cas échéant un pouvoir public, un organisme public, ou un établissement public, possède au moins les droits résiduels de propriété sur le terrain et, que l'hôpital soit est propriétaire du projet, soit exerce un droit réel ou un droit de jouissance sur celui-ci pendant la durée d'exploitation des activités hospitalières; »;

b) sont insérés les 2°/1 et 2°/2 rédigés comme suit :

« 2°/1 le cas échéant, la preuve que le maître d'ouvrage, s'il est une personne différente de l'hôpital, dispose d'un droit réel ou d'un droit de jouissance pendant la durée d'exploitation des activités hospitalières sur le terrain sur lequel le projet est implanté et de la pleine propriété ou d'un droit réel sur ledit projet;

2°/2 lorsque le maître d'ouvrage est une personne différente de l'hôpital, le rapport et ses annexes visés à l'article 14, § 2, 4°/1; ».

Art. 6. A l'article 22, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Chaque hôpital inscrit les investissements dont il est propriétaire ou sur lesquels il a un droit réel ou un droit de jouissance dans un cadastre des investissements hospitaliers. Ce cadastre a pour objet de suivre les investissements réalisés par les hôpitaux ou sur lesquels les hôpitaux disposent d'un droit réel ou d'un droit de jouissance, et de permettre un suivi budgétaire global. »;

2° dans l'alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° un volet relatif aux investissements comptables et centres de frais sur lesquels les hôpitaux disposent d'un droit de pleine propriété, d'un droit réel ou d'un droit de jouissance, établis par natures d'investissements ou de frais; ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 8. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 avril 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203222]

10 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, artikelen 6, 12, en 18;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 januari 2024;

Gelet op het rapport van 20 januari 2024 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité, uitgebracht op 13 februari 2024;

Gelet op het advies van het branchecomité "Gezondheid" van het "Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles" (Waalse agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 19 februari 2024;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 29 maart 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.028/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 2 april 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit besluit met terugwerkende kracht tot 1 januari 2024 moet worden ingevoerd vanwege de positieve gevolgen voor de financiën van ziekenhuizen;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2017 tot uitvoering van het decreet van 9 maart 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige apparaten van de zware medisch-technische diensten in ziekenhuizen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2022, worden de punten 7°/1 en 7°/4 ingevoegd, luidend als volgt:

7°/1 beheerder: de beheerder zoals bedoeld in artikel 8, 1°, van de ziekenhuiswet;

7°/2 aanvrager: het ziekenhuis bedoeld in 7°;

7°/3 bouwheer: het ziekenhuis of, bij ontstentenis daarvan, de entiteit die opdracht geeft voor een project en het financiert en die een zakelijk recht of een genotsrecht heeft op de grond waarop het project zal worden gevestigd en de volle eigendom of een zakelijk recht heeft op voornoemd project;

7°/4 residuele eigendomsrechten: de residuele macht die de eigenaar van een onroerend goed erover heeft, wanneer dat onroerend goed bezwaard is met een zakelijk recht ten behoeve van een derde;"

Art. 3. In artikel 14, § 2, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2018, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "het ziekenhuis en, in voorkomend geval," ingevoegd tussen de woorden "luidens welke" en de woorden "de bouwheer";

b) er wordt een 4°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

4°/1 voor elk investeringsprogramma, een verslag waarin wordt bevestigd dat aan de voorwaarden, bedoeld in artikel 18, tweede lid, 2° en 2°/1, is voldaan uiterlijk op het moment van de aanvraag van de overeenkomst, bedoeld in artikel 18, waaraan de volgende bijlagen zijn gehecht, indien de bouwheer een andere persoon is dan het ziekenhuis:

a) de gecoördineerde statuten van de betrokken entiteiten;

b) de samenstelling van hun verschillende organen;

c) de ontwerpakten of de akten met betrekking tot de betrokken onroerende goederen;

d) de overeenkomsten gesloten tussen de betrokken entiteiten, met name inzake het opdracht geven;

e) de jaarrekeningen van de betrokken entiteiten over de afgelopen drie jaar;

f) de lijst en de wijzen van gunning van de door de betrokken entiteiten geplaatste of te plaatsen overheidsopdrachten;"

g) punt 7° wordt vervangen als volgt:

7° een financieel plan met omstandige omschrijving van het aantal vierkante meter dat het ziekenhuis in het plan per campus wil laten opnemen, en de wijze waarop de bouwheer zijn financiële bijdrage aan het langetermijnproject draagt;"

Art. 4. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 5° worden de woorden "en, in voorkomend geval, de bouwheer" ingevoegd tussen de woorden "de omvang van het ziekenhuis" en de woorden "om de werkzaamheden uit te voeren";

b) in 6° worden de woorden "en, in voorkomend geval, de "bouwheer" ingevoegd tussen de woorden "de capaciteit van het ziekenhuis" en de woorden "om de kosten te dragen".

Art. 5. In artikel 18 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "De bouwheer" vervangen door de woorden "Het ziekenhuis";

2° in het tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen door wat volgt:

"2° het bewijs dat het ziekenhuis, of in voorkomend geval een overheidsinstelling, een openbare instelling of een openbare inrichting, ten minste de residuele eigendomsrechten op de grond bezit en dat het ziekenhuis hetzij eigenaar is van het project, hetzij er een zakelijk recht of een genotsrecht op uitoefent voor de duur van de uitbating van de ziekenhuisactiviteiten;"

a) de punten 2°/1 en 2°/2 worden ingevoegd, luidend als volgt:

"2°/1 in voorkomend geval, het bewijs dat de bouwheer, indien verschillend van het ziekenhuis, een zakelijk recht of een genotsrecht heeft voor de duur van de uitbating van de ziekenhuisactiviteiten op de grond waarop het project gelegen is en de volle eigendom of een zakelijk recht heeft op het genoemde project;

2°/2 indien de bouwheer een andere persoon is dan het ziekenhuis, het verslag en de bijlagen bedoeld in artikel 14, § 2, 4°/1;"

Art. 6. In artikel 22, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2022 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Elk ziekenhuis noteert de investeringen die het bezit of waarop het een zakelijk recht of een genotsrecht heeft in een kadaster van de ziekenhuisinvesteringen. Met dat kadaster wordt gestreefd naar de opvolging van ziekenhuisinvesteringen of investeringen waarop de ziekenhuizen een zakelijk of een genotsrecht hebben en van een globaal begrotingsoverzicht;"

2° in het tweede lid wordt 1° vervangen als volgt:

"1° een onderdeel boekhoudkundige investeringen en kostencentra waarop de ziekenhuizen de volle eigendom, een zakelijk recht of een genotsrecht hebben, vastgesteld per type investering of kosten;"

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Art. 8. De Minister bevoegd voor Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 april 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005859]

2 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant les modifications des statuts de la Société publique de gestion de l'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

Vu les articles D.331 et suivants du Code de l'Eau ;

Vu les dernières modifications de statuts de la Société publique de gestion de l'eau adoptées le 19 juin 2023 et approuvées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 septembre 2023 ;

Vu l'accord du conseil d'administration de la Société publique de gestion de l'eau du 23 février 2024 concernant les modifications de statuts à proposer à l'assemblée générale ;

Vu la décision d'adaptation des statuts au code de l'eau, adoptée le 14 mars 2024 par l'assemblée générale extraordinaire de la Société publique de gestion de l'eau ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement, en charge de la politique de l'eau ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve les modifications statutaires approuvées par l'assemblée générale extraordinaire de la Société publique de gestion de l'eau (S.P.G.E) du 14 mars 2024, à savoir :